

Umschau = Tour d'horizon

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Arbido-B : Bulletin**

Band (Jahr): **4 (1989)**

Heft 7

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Die Zeitschriftenverwaltung auf einem Personal Computer

Eine zeitintensive Arbeit in den Unternehmen ist die Verwaltung von Zeitschriften und ihren Zirkulationen. Dazu gehören diverse Kontrollen wie die Überwachung des Zahlungsverkehrs, Eingangskontrolle der Hefte, Überwachung des Zeitschriftenumlaufes und der Heftarchivierung. Das Nachführen von diversen Listen erfordert sehr viel Zeit, da die Informationen aus verschiedenen Karteien zusammengesucht, oder auf verschiedenen Karteien geführt werden müssen. Dazu gehören etwa das Erstellen des Gesamtverzeichnisses oder Verzeichnis nach Fachgebieten, Nachführen der Lesermutationen auf den Zirkulationslisten, Abrechnungskosten der Abonnemente für die einzelnen Kostenstellen usw. Auch der Briefverkehr mit den Zeitschriftenlieferanten muss erledigt werden. Es müssen Bestellungen, Abbestellungen oder Mahnungen für ausgebliebene Hefte geschrieben werden.

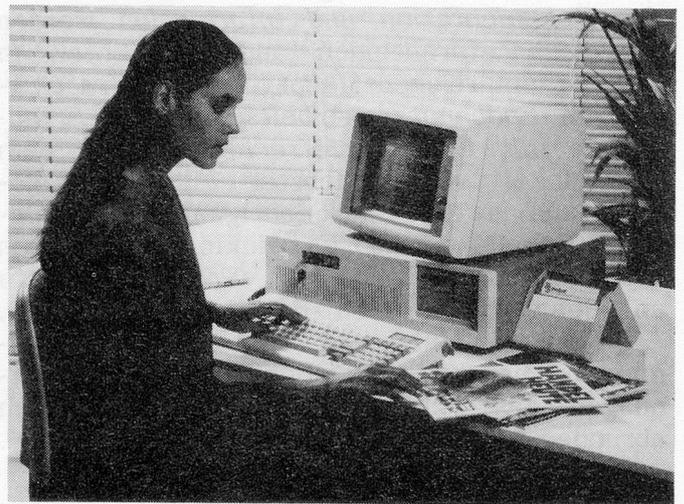
ZEZIplus Software für die Zeitschriftenzirkulation

Mit dem Softwarepaket ZEZIplus bietet die Firma ProSoft Zürich AG eine Lösung an, mit der sich die einzelnen Tätigkeiten wesentlich schneller und rationeller durchführen lassen. Beim ersten Augenschein dieses Programmes kann man feststellen, dass die Entwicklung dieser Software von Praktikern beeinflusst wurde. Denn gesamthaft kann gesagt werden, dass sich die Arbeit damit nur noch auf das Nachführen der Stammdaten (Lieferantenadressen, Abonnemente und Leser) und Quittieren des Hefteinganges beschränkt, automatisch wird die neueste Zirkulationsliste gedruckt, die dann an das Heft fixiert wird. Der Briefverkehr mit den Lieferanten wird mit Hilfe von Standardbriefen erledigt. Kontrollen wie ausstehende Rechnungen oder ausstehende Hefte können periodisch ausgelöst werden, wobei z.B. automatisch Mahnungen an die betroffenen Lieferanten ausgedruckt werden. Der Zeitschriftenumlauf wird mit einer Liste überwacht, auf welcher die überfälligen Hefte angeführt sind.

ZEZIplus mehr als Standard-Software

Bereits der Name des Produktes sagt es. ZEZIplus ist mehr als ein Standard-Softwarepaket. Standardpakete setzen ja bekanntlich voraus, dass alle Benützer dieselbe Organisationsform verwenden. Organisation und Ablauf der Zeitschriftenzirkulation variieren aber von Unternehmen zu Unternehmen. Genau dieser Punkt hat aber bisher die Verwaltung auf einem PC verhindert, da die Erstellung der individuellen Software viel zu teuer kam. ZEZIplus setzt hier allerdings neue Massstäbe. Dank der Programmierung mit PROSA, einem relationalen Datenbanksystem mit vorgefertigten Modulen, kann ZEZIplus kostengünstig an die individuellen Bedürfnisse der einzelnen Unternehmen angepasst werden. So wird der Einsatz des PC schon für kleinere und Betriebe mittlerer Grösse erschwinglich.

C. Meyer



Das ZEZIplus-Softwarepaket ist auf jedem PC oder Grossrechner installierbar

L'information, un enjeu pour l'entreprise

Congrès IDT 89

Le congrès IDT (Information, Documentation et Transfert des connaissances) réunit tous les 2 ans des documentalistes venant de plusieurs pays européens. Il est organisé conjointement par l'ADBS (Association française des documentalistes et bibliothécaires spécialisés) et l'ANRT (Association nationale de la Recherche Technique). Le thème choisi cette année a fait craindre à quelques-uns un désistement du public: l'information, un enjeu pour l'entreprise, cela intéressera-t-il les documentalistes qui, comme on le sait, travaillent pour la plupart dans le secteur public? A la surprise générale, ce congrès fut un grand succès, à tel point que le record de participation fut battu avec près de mille participants. La Suisse romande quant à elle était représentée par une dizaine de personnes: la délégation du GRD a profité de l'occasion pour concrétiser les relations privilégiées qu'il entretient avec le groupe Rhône/Alpes de l'ADBS par une rencontre. Personnellement, je représentais à ce congrès le service de recherches on-line de la BCU/Lausanne, et c'est certainement une mission pour les services publics de répondre aux besoins d'informations des entreprises, surtout des petites et moyennes qui n'ont en général pas les moyens de s'équiper de l'infrastructure informationnelle nécessaire, et de participer ainsi au développement économique régional.

Dans le grand concert de l'information Scientifique, Technique et Economique (ISTE) de l'entreprise, comment se situent le service de documentation et les documentalistes? Le 8ème congrès IDT a apporté des éléments de réflexion bienvenus à cette question "existentielle".

La veille technologique

Le système d'information de l'entreprise peut s'articuler autour du concept de "veille technologique". L'évolution technologique a souvent un effet décisif sur la situation concurrentielle de l'entreprise: effets sur le développement du secteur d'activité (croissance, re-segmentation...), sur les avantages concurrentiels (structure des coûts, différenciation des produits...) et sur la structure de la concurrence (émergence/disparition des concurrents). Ainsi, l'activité qui consiste à surveiller la croissance et la progression des technologies, en vue de les intégrer en

temps opportun au contexte de l'entreprise, se justifie pleinement et apparaît indispensable. Cette aptitude à s'informer et à transférer les informations a été progressivement consacrée sous le nom de "veille technologique". Ses objectifs en sont d'une part l'information, pour être capable d'anticiper les évolutions technologiques, et, d'autre part, l'évaluation des opportunités qui s'en suivent relativement à l'environnement concurrentiel (configuration structurelle des marchés) et aux consommateurs (évolution des habitudes).

Le service de documentation, pivot de la veille technologique

Ainsi que le remarquait Christiane Volant de l'IUT de Tours, si cette notion de veille technologique est fréquemment évoquée actuellement, l'adaptation du système d'information de l'entreprise à la gestion de l'information stratégique reste complexe: les sources d'information à prendre en considération sont multiples (publications, banques de données, experts, centres techniques, colloques...), et le travail en équipe n'est pas encore une habitude en Europe. En particulier, différentes fonctions ont un rôle à assurer dans le cadre du système d'information: les services recherche/développement, marketing, approvisionnement, personnel, communication et direction générale. Et Jean Michel, de l'Ecole nationale des ponts et chaussées, soulignait que beaucoup d'entreprises ne savent pas mettre en commun et synthétiser les informations nombreuses détenues en leur sein; en outre, bien des informations sont émises par un service de l'entreprise sans se soucier de l'exploitation qui peut en être faite par les autres services: peu d'informations sont directement exploitables et certaines doivent être reconstituées; enfin, le personnel des entreprises n'est pas toujours prêt à assimiler les informations disponibles. Le service de documentation a ici un rôle important à jouer, indépendamment de celui traditionnel de gestionnaire de documents, celui de noeud vital et collectif de l'information stratégique au sein d'une équipe de spécialistes en liaison directe avec la direction générale. Il assiste ainsi à la synthèse des informations disponibles, constitue des banques de données fonctionnelles et multidisciplinaires relatives aux produits de l'entreprise et il valorise les ressources informationnelles recueillies. L'intégration de spécialistes de l'information dans le système d'information de l'entreprise est donc un enjeu stratégique pour celle-ci.

La veille technologique en milieu PME-I (Petites et moyennes entreprises et industries)

Si les grandes entreprises se sentent très concernées par la fonction d'information stratégique, la situation est autre en milieu PME-I. Paul Degoul de l'ARIST-Alsace soulignait que pour des questions de disponibilité (personnel), mais aussi de compétences (connaissance et appréciation des experts et des banques de données), les PME-I ne peuvent en général pas intégrer cette fonction. Cette dernière devra donc souvent être co-traitée avec un intervenant professionnel. Son rôle est de faire vivre la veille dans le corps de l'entreprise en y insufflant les informations qu'il a lui-même recueillies d'après les potentiels et objectifs de l'entreprise. La méthode consiste, après l'analyse des différents facteurs caractéristiques d'une activité professionnelle, à définir ceux qui sont stratégiques pour l'entreprise et à suivre leur évolution au travers d'indicateurs privilégiés. Les banques de données sont pour ce faire un outil intéressant: elle stockent la quasi-totalité des connaissances ou faits ayant été publiés quelque part (scientifiques, techniques, juridiques ou économiques) et permettent un accès très pointu à l'information recherchée. En France il existe des organismes institutionnels qui sont chargés de cette mission d'accompagnement des PME-I dans la modernisation et l'innovation, en particulier par la prise en compte de l'ISTE: se sont les ARIST (Agence Régionale pour l'Information Scientifique et Technique). Mais pourtant l'offre de service existante n'est que peu perçue par les PME-I, et à cela 3 raisons peuvent être invoquées.

L'information des décideurs

Selon une enquête présentée par Jean Messeant de l'ARIST-Midi-Pyrénées, pour 53 % des PME-I l'ISTE ne signifie rien de précis. Quant à Paul Degoul, son expérience l'amène à conclure que la veille technologique exige une démarche de la part des responsables PME-I à laquelle ces derniers ne sont pas préparés, pour laquelle ils ne sont pas décidés ou ne perçoivent pas la nécessité d'investir en temps et en argent: "Tout l'intérêt sur l'environnement concurrentiel, les techniques et les marchés, la réactualisation continue, bref, l'intérêt stratégique de la veille semble s'effacer devant les nécessités du quotidien". Ce point pose le problème de l'information et de la formation des décideurs et des responsables d'entreprises.

Des produits mieux adaptés

Les produits proposés par les spécialistes de l'information (DSI, produits multiclients horizontaux et verticaux...) restent souvent mal adaptés aux besoins des responsables PME-I profondément ancrés dans les nécessités concrètes du quotidien: les offreurs de service doivent faire un effort pour définir et préciser le contenu des produits d'information au concept simple et clair, bien délimités, et dont les objectifs et la finalité s'insèrent naturellement dans des préoccupations réelles, concrètes des responsables. Paul Degoul distingue ainsi la veille ponctuelle utilitaire, répondant à un besoin périodique de l'entreprise, la veille stratégique, s'exprimant à travers des technologies et des marchés à surveiller et la veille opérationnelle "achats", pour garantir un bon prix et une meilleure qualité des approvisionnements.

La crédibilité des services offreurs

Un troisième élément qui intervient dans la méconnaissance de l'ISTE par le PME-I est celui de la crédibilité des services offreurs: la nécessité de développer une stratégie de communication ayant pour objectif leur promotion et leur notoriété apparaît sinon expressément, du moins en filigrane dans toutes ces communications.

En conclusion

Nous sommes entrés d'une façon irréversible dans l'ère de l'information; l'avenir des entreprises, quel que soit leur statut et leur taille, dépend désormais largement de leur capacité à maîtriser les flux d'information. Dans ce contexte, les documentalistes tiennent un rôle de premier plan. Encore faut-il qu'ils prennent la peine de se former aux méthodes employées par les industriels, qu'ils privilégient le travail de groupe et l'intégration interdisciplinaire des compétences, et enfin qu'ils se préoccupent de valoriser les apports de l'information spécialisée dans le système d'information de l'entreprise.

IDT89: l'information, un enjeu pour l'entreprise: textes des communications. Paris, 21, 22, 23 juin 1989. Paris: ADBS, ANRT, 1989, 280 P.

Josée Antille

29èmes journées d'étude de l'Association québécoise des archivistes médicales (AQAM)

4 et 5 mai 1989, Québec

Un peu moins de 300 membres de cette association, qui compte environs 650 membres actifs étaient présents lors de ces actives journées d'étude.

La réunion commença tambour battant par une truculente présentation du Dr. Gilles LAPIERRE sur le sujet "Stress et motivation". S'il n'est pas toujours facile, en situation de travail, de se souvenir des solutions qui nous sont proposées dans ce genre de conférence, le mérite du conférencier aura au moins été de nous dé-stresser par le rire pendant une bonne matinée.

Les interventions de l'après-midi portèrent sur le "dossier orienté par objectifs".

Le Dr. Raymond LAROUCHE, après un bref historique des travaux du Dr. WEED (USA), présenta les avantages-inconvénients de l'utilisation d'une telle méthode, à travers les expériences réalisées au centre hospitalier de l'Université Laval à Québec. Il y voit un intérêt certain et un préalable quasi indispensable à la venue du dossier médical informatisé.

Mme. Louise COUPAS-BOUCHER présenta l'utilisation d'une méthode légèrement différente, utilisée dans le cadre d'unités de soins multi-disciplinaires pour la réadaptation d'handicapés. Dans le cadre de l'Hôpital Marie-Enfant de Montréal, il s'agissait prioritairement d'élaborer un programme de soins aux handicapés, en vue de la meilleure réadaptation possible. Les objectifs choisis incluaient donc non seulement les soins médicaux mais également toutes les prises en charges para-médicales et sociales, venant se greffer sur un plan d'action de base.

La journée se poursuivait avec trois sessions de travail en parallèle sur:

L'appréciation de la qualité d'un service s'archives, où mesdames Hélène GUILLETTE de l'Hôpital de Sept-Iles, et Louise LIZOTTE-LATAPIE de l'Hôpital St-François d'Assise de Québec, présentèrent tour à tour leurs expériences à ce sujet. Elles mirent en évidence qu'une analyse de la qualité bien faite permet non seulement d'améliorer le service des archives en tant que tel, mais également d'identifier des

problèmes généraux de fonctionnement des centres hospitaliers et d'y remédier.

L'entreposage des dossiers médicaux, où mesdames Anne GROLEAU, de l'Hôpital régional de Rimouski et Carmen BOUCHARD de l'Hôpital Ste-Marie de Trois-Rivières, développèrent deux approches de ce problème, aboutissant à des nouveaux plans d'organisation du stockage des dossiers, avec ou sans moyens techniques spécifiques comme l'informatique et/ou le microfilm. L'intérêt portait autant sur la manière de mener les études, en collaboration avec plusieurs centres hospitaliers régionaux, que sur les résultats obtenus.

L'évaluation par critères objectifs, présentée par Mme Marie DANDURANT de l'Hôpital St-François d'Assise de Québec, complétait sur un mode plus théorique et prospectif, mais largement illustré d'exemples, les exposés sur l'appréciation de la qualité.

Parallèlement, se tenaient deux réunions spécifiques sur les problèmes professionnels rencontrés par les archivistes médicales dans deux contextes de travail particuliers au Québec que sont les Centres locaux de soins communautaires (CLSC) et les Centres de soins prolongés.

Le lendemain, une table ronde regroupait différents intervenants qui présentèrent un état de la question sur l'informatisation du dossier médical à travers des réalisations québécoises plus ou moins récentes, présentées brièvement ci-dessous.

SIDOCI

Système informatisé de données cliniques intégrées en coopération par cinq centres hospitaliers de la région de Montréal au niveau de l'analyse, ce système, reprenant les données médicales avec une nomenclature normalisée (SNOMES: Système de nomenclature médicale), devrait permettre à terme, de gérer la totalité du dossier médical et de générer automatiquement toutes les statistiques médicales et administratives courantes, ainsi que des échantillons bien identifiés pour des sujets de recherches universitaires.

ARIANE

Système développé au Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, c'est une adaptation française du système H.D.S (Health Data Sciences Corporation) développé en Californie.

Contrairement aux systèmes construits préalablement par/pour les administrateurs hospitaliers, la structure de base du système s'articule sur les "épisodes de soins" plutôt que sur les données administratives rassemblées en dossier.

MED-ECO

Contrairement aux systèmes de gestion de dossiers, la base de données MED-ECO est une compilation statistique des données de base fournies par les centres hospitaliers du Québec. Développée sous forme centralisée dès 1972, elle fournit les statistiques périodiques des établissements, avec un comparatif pour la région et la province. Les retards dans la fourniture des données compilées a amené la création d'une version pour micro-ordinateur du logiciel, qui permettra à chaque établissement d'obtenir en temps réel les données statistiques, sans devoir attendre (3 mois environs) les données consolidées au niveau provincial.

La discussion générale qui a suivi les présentations, a mis en évidence la tendance inéluctable à l'informatisation du dossier. Par ailleurs, il est apparu que le problème d'identification (par signature par exemple) pouvait être la plupart du temps résolu dans le cadre de la généralisation de ce type de dossier, ce qui signifie une modification voire une mutation du profil professionnel des archivistes médicales, pour le meilleur comme pour le pire.

L'assemblée générale qui suivit a repris, parmi d'autres, ces préoccupations. En effet, les priorités fixées par le programme du nouveau conseil d'administration de l'association reflètent trois préoccupations majeures:

- La reconnaissance formelle de la profession par les autorités, soit la création d'une "corporation", ce qui lui assurerait une certaine protection.
- L'adaptation des programmes de formation de base et continue pour tenir compte de l'évolution informatique du dossier, ainsi que la concurrence des professions proches (gestionnaire d'information, par exemple).
- La présence des archivistes médicales dans les unités de soins. Ceci permettrait un meilleur contrôle de la bienfaisance de dossier et une correction immédiate. Ce contrôle de qualité étant d'autant plus important en cas d'informatisation du dossier.

C'est avec ce programme chargé que les membres de l'AQAM se quittaient. Mais nulle doute que l'enthousiasme et la qualification de ses membres saura vaincre les obstacles qui ne manqueront certainement pas.

Jean-Daniel Zeller

Dokumentation in der Restaurierung

Ein Veranstaltungshinweis

Vom 23.-25. November 1989 findet im Kongresszentrum Bregenz eine internationale Fachtagung zum Thema: 'Dokumentation in der Restaurierung' statt. Die Tagung wird von den drei Restauratorenverbänden DRV - Deutscher Restauratoren-Verband e.V., ÖRV - Österreichischer Restauratorenverband und SKR - Schweizerischer Verband für Konservierung und Restaurierung veranstaltet.

Das Programm umfasst mit 28 Einzelreferaten den gesamten Komplex der Dokumentation im Bereich der Museen und der Denkmalpflege. Die Vorträge werden mit den Anregungen und Diskussionsbeiträgen nach der Tagung publiziert. Vorgesehen ist ein ca. 300 Seiten starkes Standardwerk zur Dokumentation, das die Tagungsteilnehmer erhalten. Die Tagung ist auf eine bestimmte Teilnehmerzahl begrenzt. Der Tagungsbeitrag einschliesslich Publikation beträgt für Mitglieder der Verbände DRV, ÖRV und SKR DM 160.--, Gäste bezahlen DM 220.--.

Anmeldungen können auf einer Postkarte mit dem Vermerk: 'Internationale Dokumentationstagung in Bregenz' an die Geschäftsstelle der Verbände gerichtet werden: SKR-Geschäftsstelle, Sekretariat, Frau Doris Steinmann, Birchstrasse 3, 8472 Seuzach

Quelle: NIKE 1989/3

Wenn's jetzt mal brennt ...

Seit Mai '88 ist die **Gefahrgut CD-ROM** des Springer-Verlags im Einsatz. Zu den drei Datenbanken der 88er Ausgabe **HOMMEL** (Handbuch der gefährlichen Güter), **CHEM-DATA** des britischen National Chemical Emergency Centre und **EINSATZAKTEN** für Chemieverzeugnisse des Schweizerischen Feuerwehrverbandes, kommen in der 89er Ausgabe vier weitere Datenbanken:

- FLUKA, mit dem gesamten Chemika-Biochemika-Lieferprogramm dieser Firma;
- BAG-Giftlisten des Schweizerischen Bundesamtes für Gesundheitswesen;
- SUVA, mit den sicherheitstechnischen Kennzahlen von Flüssigkeiten und Gasen der Schweizerischen Unfallversicherungsanstalt;
- VCI Firmenhandbuch Chemische Industrie mit den Produkten und Adressen von Herstellern und Grosshandelsfirmen in der Bundesrepublik Deutschland.

Damit sind Informationen zu über 100'000 umweltrelevanten Stoffen auf CD-ROM verfügbar. Der Rechercheur kann sie sich u.a. mit Hilfe eines alle Datensammlungen übergreifenden Generalindexes auf den Bildschirm holen. Der Index enthält in mehreren Sprachen über 200'000 Namen von chemischen Verbindungen, deren Synonyme sowie Produktbezeichnungen. Auf Anregung von Anwendern wurde die Möglichkeit geschaffen, eigenen Daten auf der Festplatte zu speichern und mit dem Datenbestand der CD-ROM zu verknüpfen, so dass beide Quellen integriert recherchiert werden können.

Quelle: OLBG-INFO 1989/4

Neuer Vorsitzender des Deutschen Bibliotheksverbandes

Jürgen Hering

Im Rahmen der 'Bibliotheca', der 2. Fachausstellung für die Ausstattung und den Betrieb von Bibliotheken (Dortmund 30.8.-1.9.89), hielt der Deutsche Bibliotheksverband e.V. (DBV) seine Jahrestagung ab. Der DBV zählt derzeit 767 Mitglieder und repräsentiert die Öffentlichen Bibliotheken der Kommunen und Landkreise, die Wissenschaftlichen Universal- und Spezialbibliotheken, ausserdem kirchliche und Werkbibliotheken, regionale und überregionale Institutionen des Bibliothekswesens sowie die bibliothekarischen Ausbildungsstätten.

Die Mitgliederversammlung wählte am 31.8.89 Bibliotheksdirektor *Jürgen Hering*, den Chef der Stuttgarter Universitätsbibliothek, zum neuen Vorsitzenden. Er löst damit Dr. Gustav Rottacker, Direktor der Stuttgarter Stadtbücherei, ab, der dieses Amt die letzten 3 Jahre innehatte.

Jürgen Hering, der 1979-1983 bereits Vorsitzender des Vereins Deutscher Bibliothekare war, des Personalverbandes der bundesdeutschen wissenschaftlichen Bibliothekare, wird dem Bundesverband der Bibliotheken, der sich in 11 Landesverbände und in 7 Sektionen gliedert, für die Amtszeit 1989/92 vorstehen.

Universitätsbibliothek Stuttgart

Neues von Archiven, Bibliotheken und Dokumentationen Nouvelles des archives, bibliothèques et centres documentations

Zeitschriftenzirkulationen mit DOBIS/LIBIS

In der CIBA-GEIGY zirkulieren rund 1'500 Zeitschriftentitel in 2'500 Zirkulationsumläufen. Rund 4'000 Interessenten werden insgesamt bei den Zirkulationen angesprochen. Pro Zeitschrift können bis max. 20 Teilnehmer auf einer Zirkulationsliste aufgenommen werden; diese Liste wird an das zirkulierende Exemplar angeheftet.

Eine Zirkulation kann

- sternförmig erfolgen, d.h., das Exemplar kehrt immer wieder zur Ausgangsbibliothek zurück oder
- ringförmig erfolgen, d.h., das Exemplar kehrt erst dann wieder zurück, wenn eine Gruppe von Teilnehmern die Zeitschrift gelesen hat.

Es ist wichtig, dass die Zirkulation den optimalsten Postweg durchläuft, damit die Teilnehmer die gewünschte Zeitschrift auch in einer vernünftigen Zeit erhalten.

Die Teilnehmer auf einer Liste werden vom System selbsttätig nach optimalem Postweg einsortiert; die Reihenfolge kann aber mittels Prioritäts-Code (1-8) überspielt werden. Die laufenden 2'500 Listen enthalten rund 25'000 Teilnehmer, da viele Teilnehmer an mehreren Zeitschriften interessiert sind.

Diese Listen sind häufigen Mutationen unterworfen; abgesehen von Titeländerungen werden immer wieder neue Teilnehmer auf den Zirkulationen hinzugefügt und gelöscht; auch die Adressen innerhalb des Betriebes können sich ändern; grob gesagt ist die wöchentliche Mutationsrate 100-200, in Extremfällen können es - vor allem wegen Adressänderungen, z.B. beim Bezug neuer Gebäude - mehrere Hundert sein.